

# Madagascar : Les enjeux de la France (tentative d'approche)

Tribune – Opinions - Lalatiana - 29/01/10

Dans ce grand carnaval où certains vautours se parent des plumes de démocrates pour habiller leurs intérêts, leurs ambitions personnelles et leur soif de puissance, le masque d'un acteur majeur de cette crise est en train de tomber. Il ne dissimulait pas grand-chose et la ficelle était grosse, mais elle se relâche. Le soutien de la France aux auteurs de ce coup d'Etat, qui offrira certainement aux historiens et autres politologues matière à une riche thèse, n'est pas officiellement exprimé. Mais déjà, son activisme permanent et ses interventions pour le moins mal avisées, ne laissent plus de doute sur un engagement qui ne cesse de nous interpeller.

La poignée de main d'un nouvel ambassadeur à un putschiste au lendemain d'un coup d'Etat, la représentation de la coopération militaire affichée le 26 juin, les déclarations de Joyandet à l'Assemblée Nationale ou de Kouchner qui soutient un processus électoral que la communauté internationale réprouve, les interventions de Bourgi émissaire africain de l'Elysée, l'accueil de Rajoelina avant qu'il ne passe devant la Commission à Bruxelles, les interventions du quai d'Orsay auprès des Africains après le clash de l'Onu, l'activisme diplomatique appliqué à Maputo et Addis, les initiatives actuelles qui veulent promouvoir la relance économique malgache auprès des investisseurs malgré l'illégitimité actuelle du pouvoir, etc ... autant d'éléments d'une longue liste de faits qui ne laisse que peu d'incertitudes quant à l'implication de la France dans la situation présente. Elle n'en a peut être pas été à l'origine ... Mais, pour servir ses intérêts, elle ne s'y est pas opposée.

Cette implication, qui irrite le secrétariat d'Etat américain, qui dérange les chancelleries européennes et à laquelle s'oppose farouchement le bloc africain, et l'attention portée par l'ensemble de la communauté internationale à cette interminable crise malgache reflètent d'énormes enjeux économiques, politiques et géostratégiques que la grande majorité des malgaches eux-mêmes ne mesure peut être pas pleinement.

« Madagascar est prioritaire » déclarait récemment en commission parlementaire un député français quant au financement de l'APD. Pour le plus grand nombre, y compris en métropole, les intérêts de la France à Madagascar sont essentiellement caractérisés par sa présence.

[...] On recense plus de 650 entreprises - dont 130 filiales et plus de 500 entreprises privées à capitaux français - et environ 25 000 ressortissants y compris les franco-malgaches, ce qui en fait l'une des plus importantes communautés françaises à l'étranger.

Les intérêts français sont principalement dans les activités financières (Crédit Agricole-BNI, BFV-Société Générale, BNP-Paribas avec BMOI), distribution de produits pétroliers et énergie (Total, LP, Air Liquide, Rubisgaz/Vitogaz), BTP et immobilier (Colas, Sogea/Vinci, Guy Hoquet, Getim), transports et tourisme (Air France, Corsair/Nouvelles Frontières enregistrée comme filiale française malgré son actionnariat allemand, Accor avec un investisseur local, Caillé/Sicam, CMA-CGM, AGS, [...] ingénierie et études (Socotec, Sofreco, Sogreah, Brl), grande distribution (Casino, Weldom/Ravate). [1]

Cette caractérisation est imparfaite. Parce qu'au-delà de cette présence immédiate, la question essentielle reste : ces intérêts étaient-ils si importants pour que M/car fasse l'objet de jeux d'une telle violence de la part des grandes puissances ?

Dans un précédent papier [26/05/2009] « [M/car 2009 et Diplomatie française encore ... et si les enjeux réels étaient simplement au delà de notre entendement ???](#) » étayé par un document de l'IRIS cité dans [Madagascar et l'Océan Indien : enjeux géostratégiques ... ???](#), je posais en postulat :

« L'argument de la Françafrique, image d'une France jalouse de son ancien empire colonial, s'il a pu satisfaire les « damnés » du néo-colonialisme en mal de légitimité d'une construction intellectuelle et politique, ne tenait pas la route sur le long terme quand on l'opposait aux arguments de la mondialisation et de ses enjeux économiques.[...] »

Supputations ...

## **« La France a perdu l'Afrique »**

En fait, depuis la chute du mur de Berlin qui a bouleversé les équilibres mondiaux, depuis le 11 septembre avec l'érection des USA en gendarmes de la planète, et depuis la montée en puissance sur le continent africain des pays émergents Chine, Inde et Russie, la France semble avoir peu à peu perdu son pré carré en Afrique. La crise en Côte d'Ivoire de 2004 en a été l'expression ultime. On y a vu la France se retirer de manière humiliante et affronter l'hostilité des africains de sa vitrine ivoirienne qu'elle croyait jusque là ses amis. Quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense, la Françafrique de Foccart « *écheveau de liens occultes, privés et publics, entre une majorité de régimes africains dits francophones et le parrain français, caractéristique, de la Ve République* », est morte [2], d'autant que ses réseaux et supports (Bongo) ont désormais disparu. À l'ère chiraquienne, la politique française en Afrique empêtrée dans ses contradictions, dans ses scandales (Elf, Angolagate, ...), dans son clientélisme et dans ses erreurs dramatiques et ses fautes d'analyse (Rwanda) s'est cherchée sans se trouver, enfermée dans ses anachronismes et son passé colonial. Elle y a aussi perdu ses positions pétrolières au bénéfice des américains et des chinois, alors que le pétrole africain place le continent au cœur des enjeux stratégiques et énergétiques du XXIème siècle.

## **Un revirement récent ? La France veut reprendre sa place**

L'attachement et l'intérêt de la France pour Madagascar n'ont jamais été démentis. Les effectifs de l'ambassade de France à Madagascar mettent Antananarivo au 8ème rang [3] des représentations diplomatiques françaises dans le monde. Le Document Cadre de Partenariat 2006-2010, qui formalise les grandes lignes de la coopération française, caractérise le souci que la France a du développement de Madagascar. À travers ce document la France reconnaissait formellement à l'époque, à l'instar de l'ensemble des institutions internationales, la pertinence et les avancées de l'action du gouvernement Ravalomanana quand elle ne les louait pas... C'était en 2006...

Curieusement, 2007 a vu une élection présidentielle qui a mis un nouveau pouvoir à Paris. La politique étrangère n'échappera pas en effet à la volonté de changement et de rupture du « super-président ».

Le changement de ton a été vite donné après changement de locataire à l'Elysée. Quand le ministère des affaires étrangères déclare que la diplomatie française est au service de la défense des intérêts économiques de la France, on sait qu'une nouvelle donne va être distribuée. Alors même que de nouvelles puissances régionales (Afrique du Sud, Nigeria), sont en train d'émerger, et que la mainmise de la Chine inquiète, ne s'agit-il pas désormais de tracer une politique qui veut redonner à la France la place, l'influence politique et la présence économique qu'elle avait perdues ? Et qui, surtout, veut préserver les ressources et les marchés du futur...

Concernant l'Île Rouge en particulier, les dérives du pouvoir de Marc Ravalomanana à partir de 2006 ont probablement fait le jeu et l'argument d'une évolution radicale de la politique française. À la colère des diplomates du Quai d'Orsay quant à l'expulsion, incompréhensible à leurs yeux, d'un de leurs plus brillant diplomates, l'ambassadeur Gildas Le Lidec, s'est rajoutée l'exaspération des acteurs économiques français frustrés. Le sort du Président malgache s'est peut être scellé là, avec le revirement de la position de la France à son égard.

## **Ralentir l'avancée de la Chine et de l'Inde.**

Nonobstant cela, l'Océan Indien, voie d'approvisionnement obligée, s'avère essentiel pour les pays émergents asiatiques. La présence française sur un arc Abou Dhabi, Djibouti, Mayotte, Iles Eparses, trace ainsi une ligne de défense symbolique entre l'Asie et un continent Africain dont le développement est le futur de l'occident. La géopolitique est une partie d'échecs au cours de laquelle chaque position prise permettra de négocier un échange de pièces.

## **Le Canal du Mozambique est une possession française**

Les Zones d'Exclusivité Economique (ZEE), qui tracent autour de chacune des possessions françaises une bande exclusive de 200 miles, définissent à la France le deuxième territoire maritime au monde après les Etats-Unis. Ses 10 millions de km<sup>2</sup> sont extensibles à 11 millions avec les demandes formulées à l'ONU en Mai 2009 d'extension du plateau continental. Ces demandes pourraient élargir ce territoire jusqu'à 350 miles des cotes. Ainsi, autour de Mayotte et des îles éparses [4], possessions françaises que Madagascar revendique de longue date, est tracé un territoire couvrant les 2/3 du Canal de Mozambique. Ce qui fait quasiment du dit Canal une possession de la France. Ces zones écologiques à la biodiversité préservée,

recèlent toutefois des richesses jalouées : en pêche (des accords de pêche ont été établis entre la France et M/car)... mais aussi, en ressources minérales en eaux profondes.

Il y a là pour la France un enjeu géopolitique majeur. Alors quand viennent se greffer dessus d'autres enjeux économiques et commerciaux... Supputations ...

### ***Des enjeux économiques immédiats.***

La France reste le premier client à l'exportation de Madagascar. Mais elle a perdu sa place de premier fournisseur désormais occupée par la Chine. Contrairement à cette dernière, la France n'a pas de fait tiré avantage de la hausse des importations malgaches (+26%) dues aux grands chantiers. Il y a là un évident manque à gagner pour les entreprises françaises... et l'emploi des français.

La France reste, de très loin, le premier pays client historique de Madagascar en absorbant 38% des exportations malgaches en 2008, avec même une légère tendance haussière au cours des dix dernières années.[...]

La France détient 6,9% de parts des importations malgaches en 2008 (14,6% en 2007) ce qui la situe au troisième rang des pays fournisseurs, après la Chine (22,2% contre 16,7% en 2007)[...] qui s'adjuge la place de premier fournisseur grâce à la fourniture de grands équipements : pipeline de 220 km, moteurs et turbines pour centrale hydroélectrique, équipements pour centrale thermique, équipements ferroviaires, etc.

L'analyse des importations malgaches confirme un tropisme asiatique croissant, en ligne avec la tendance mondiale. Désormais, l'Asie de l'Est détient 34,8% des importations malgaches (25% en 2007), essentiellement en provenance du monde chinois (23,2% pour Chine, HK, Taiwan), ASEAN (6%), Japon-Corée du Sud (5,5%) [ 5].

### ***Alors même que les atouts et les potentiels de développement de Madagascar s'avèrent phénoménaux.***

On n'épiloguera pas sur l'énorme capacité agricole du pays avec une surface agricole potentielle estimée à 36 millions d'ha, surfaces que le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) estime exploitées à moins de 10%. Et dans ce cadre on n'a pas fini de s'interroger sur un dossier Daewoo assassin et assassiné par manque de transparence. On se demandera aussi pourquoi les scandales Daewoo et Varun ont été levés (et il n'est pas question de les défendre ici), quand rien semble-t-il n'a remis en question les superficies concernées par les projets miniers. Bizarreries de la politique et de la manipulation de l'information. Il est vrai que le potentiel minier de l'île engage des enjeux financiers sans commune mesure avec la sauvegarde des intérêts des paysans qu'on prétendait défendre.

---

À suivre en seconde partie dans le numéro suivant :

*Un potentiel minier de plus en plus alléchant ...*

*La diplomatie française peut elle reprendre la main ?*

*Conclusion : peut-on enfin en sortir ?*

### **Notes**

[1] Mission Economique de l'Ambassade de France.

[2] voir au sujet de la mort de la françafrique : Antoine Glaser et Stephen Smith « Comment la France a perdu l'Afrique ». 2005

[3] Etats-Unis, Royaume uni, Allemagne, Espagne, Italie, Maroc, Sénégal, Madagascar.

[4] Europa, Bassas-da-India, Juan-de-Nova, les Glorieuses à l'Ouest de Madagascar, Tromelin à l'Est.

[5] Mission Economique de l'Ambassade de France

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-Les-enjeux-de-la-France,13453.html>